accordés ; mais ils ne devaient être levés que si la monarchie était directement attaquée. La Diète de 1833 eut à résoudre de graves questions ; cette fois il ne s'agissait plus seulement des rapports de l'aristocratie avec le souverain, des impôts ou de la constitution, mais bien de l'émancipation des classes agricoles et de la transformation économique du pays.

La noblesse hongroise, très-libérale pour la défense de ses intérêts, avait toujours montré un déplorable égoïsme dans ses rapports avec les paysans. Elle avait laissé beau jeu au gouvernement autrichien qui avait en maintes circonstances pris vis-à-vis des paysans un rôle tutélaire. Plus d'une fois de terribles jacqueries avaient ensanglanté les provinces. Ainsi, en 1831, lors du choléra, les paysans du comitat de Saros avaient massacré des seigneurs, accusés d'avoir empoisonné des fontaines. L'empereur invita la Diète à discuter un projet de réforme agraire, dont il avait lui-même présenté les bases ; la chambre des magnats était rebelle aux concessions libérales ; la chambre basse dépassait le programme du souverain. Les discussions se prolongèrent ; la noblesse hongroise n'était nullement disposée à faire sa nuit du 4 août. A la chambre basse, Deak, Balogh, Kolczey firent entendre d'éloquents paroles sur la liberté et la dignité humaine. Deux années de discussions aboutirent aux réformes suivantes : désormais les paysans n'étaient plus à la merci de la juridiction du seigneur, à la fois juge et partie ; ils ne pouvaient plus être arrêtés par son ordre ; ils avaient le droit de quitter leurs terres en vendant leur usufruit, et d'acquérir la propriété complète par un arrangement avec le seigneur, sans rompre toutefois le lien féodal. Enfin ils n'avaient plus à supporter les frais de la Diète qu'ils avaient été seuls à payer jusqu'alors. C'était là un premier pas vers l'égalité de l'impôt, égalité à laquelle le vieil esprit magyar répugnait profondément. Ce fut, par exemple, un grand événement, quand Szechenyi obtint que sur le nouveau pont de Bude-Pesth, tous, nobles et roturiers payeraient également le péage. Le grand juge du royaume, Cziraki, jura en versant des larmes que jamais